royaliste
BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

CIBLE

Grincheux

Des grincheux font observer que l'affaire du quinquennat oblige à différer divers projets de loi, et que les deux années qui viennent, inscrites dans la perspective de l'élection présidentielle, incitent Matignon à des prudences conduisant à l'immobilisme. Tel est en effet l'attitude pernicieuse de tous les Premiers ministres qui veulent entrer à l'Élysée – qu'il s'agisse de MM. Rocard, Balladur ou Jospin. Il est bon de la fustiger. Mais ceux qui froncent les sourcils sont dans la plupart des cas de fervents défenseurs du quinquennat. C'est faire preuve d'inconséquence.

Quand l'élection présidentielle a lieu tous les sept ans, le président sortant et son principal rival s'immobilisent et sacrifient à la démagogie pendant les deux dernières années. Comme il faut une année pour qu'un président et un Premier ministre entrent pleinement dans leur fonction, il reste dans le meilleur des cas quatre années pour gouverner le pays. Avec un quinquennat , nous aurions toujours une année de rodage et deux années d'immobilité, soit deux ans pour conduire effectivement une politique. Et c'est ce qu'on ose proposer !

MENACES

Main basse sur l'Alsace

Routes

Privatiser les radars ?

p. 4

Éducation

Le déni de la culture

p.9

DU 12 JUIN AU 25 JUIN 2000 - 30e année - Numéro 752 - 20 F

Famille de France

Les jugements de Madame

A la fin de l'année de deuil, Madame la comtesse de Paris, dans un long entretien, rétablit la vérité sur les êtres et sur la fameuse affaire de l'héritage du prince défunt.

Les dithyrambes ne sont pas de mise à *Royaliste* et donc nos adjectifs prennent tout leur poids de conviction et de respectueuse affection lorsque nous écrivons que la comtesse de Paris est une princesse magnifique et une femme admirable.

Ce que montre, une fois encore, l'entretien que Madame a accordé à notre confrère Vincent Meylan, dans *Point de Vue* du 25 mai dernier. On y trouvera une émouvante évocation du prince défunt - « *homme terriblement sensible qui avait beaucoup de coeur et qu'un rien froissait* », terminant sa vie « *dans une simplicité totale* ». Voilà qui détruit l'image fallacieuse du mari dispendieux.

Mais la réputation de dureté, faite au défunt comte de Paris par le duc d'Orléans ? C'est la mère de famille qui met les choses au point. Le texte publié est « *absolument inadmissible* », « *c'est le livre d'un enfant en colère qui rabâche des rancoeurs de petit garçon* » jugé « *bougonneur* » et très dissipé.

Quant à l'héritage du chef de la Maison de France, les choses sont simples : ce que le prince a vendu à permis d'arrondir le capital afin que la comtesse de Paris n'ait pas de soucis financiers jusqu'à la fin de sa vie. Pour les dons fait à la Fondation Saint Louis, « *ce sont des objets précieux qui appartiennent à l'Histoire de France et que nous avons voulu préserver* ».

Ce **nous** signifie qu'il y avait accord total entre le comte et la comtesse de Paris sur toutes les questions d'héritage. Attaquer le prince, c'est attaquer Madame, qui a déjà mis les choses au point : « *j'ai fini par dire aux enfants qu'ils n'avaient qu'à travailler et gagner de l'argent afin de racheter ces objets au lieu d'attendre que tout leur tombe toujours tout cuit dans le bec* ». C'est ainsi que Madame, magnifique de lucidité et de fermeté, veille sur une famille royale à maints égards éprouvée.

Maria DA SILVA

Hombre !

Juan Carlos, rey de Francia ?

La mort de don Gonzalo de Borbón, que les partisans des Bourbons espagnols considéraient comme prince héritier du trône de France, placent les prétendus « légitimistes » dans un curieux cas de figure.

Pour saisir l'absurdité de l'affaire, il faut se souvenir que le roi d'Espagne a des cousins germains :

- l'un s'appelait don Alfonso de Borbón y Dampierre, duc de Cadix, mort accidentellement en 1989 ;
- l'autre s'appelait don Gonzalo de Borbón y Dampierre, frère d'Alfonso ;

Tous deux (Alfonso et Gonzalo) étaient fils de don Jaime, qui avait renoncé à ses droits sur le trône d'Espagne (il était sourd-muet) à l'époque de Franco. Ce qui n'avait pas empêché la famille du Caudillo et les phalangistes de soutenir contre Juan Carlos (petit-fils d'Alphonse XIII) les prétentions de don Alfonso (autre petit-fils du même roi) à la Couronne d'Espagne. Fort heureusement, le prince Juan Carlos s'était imposé pour le plus grand bénéfice de la paix et de la démocratie contre le candidat des Chemises bleues de la Phalange, qui avait épousé en 1972 la petite fille préférée de Franco, Maria del Carmen Martinez-Bordiu y Franco.

Ce mariage a de l'importance dans notre histoire car Alfonso et Carmen ont donné naissance à Luis Alfonso de Borbón y Martinez-Bordiu que les partisans de la branche espagnole présentent comme le prétendant au trône de France.

Comme le jeune Luis Alfonso n'a pas de descendant (il n'est pas marié) les Blancs d'Espagne reconnaissaient son oncle, don Gonzalo, comme prince héritier du trône de France puisque premier selon leur ordre de succession. Or don Gonzalo est mort le 27 mai dernier.

Du coup, devinez qui devient fictivement « prince héritier » de la couronne de France si le jeune Luis Alfonso meurt (ce qu'à Dieu ne plaise !) sans enfant mâle : le roi d'Espagne, Juan Carlos Ier !

Par l'effet de leurs propres inventions juridico-historiques, les alfonsistes se trouvent maintenant dans une situation parfaitement ridicule.

Jacques BLANGY

royaliste
BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Les jugements de Madame - Juan Carlos, rey de Francia - p.3 : L'âne du Monde - Chômage - p.4 : To be... - Faut-il privatiser les radars ? - p.5 : Clinton chez Poutine - p.6/7 : Main basse sur l'Alsace ! - p.8 : Néant - La fabrication de l'information - p.9 : Le déni de la culture - p.10 : Vécu - Louis XVI attaqué par ses frères ! - Amour - p.11 : Action royaliste - p. 12 : Éditorial : Retour de bâton.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Profession : ..... Date de naissance : .....

souscrit un abonnement de :

❑ trois mois (125 F) ❑ six mois (200 F) ❑ un an (300 F) ❑ soutien (600 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Delirium tremens

L'âne du Monde

Dans une actualité devenue imprévisible et insaisissable, le commentaire consiste à enregistrer les coups et les contrecoups. Dans la guerre de tous contre tous, à tous les fous l'on gagne.

Dans sa passion antigaullienne, l'éminent anonyme qui a rédigé l'éditorial du *Monde* le 3 juin dernier n'a manifestement pas compris le sens et la portée des mots qu'il a employés. Pour lui, le quinquennat permettra la « désacralisation » du pouvoir présidentiel. S'il avait été plus rigoureux, l'auguste plume (Plume l'Auguste lui-même, alias Jean-Marie Colombani ?) aurait tracé un autre vilain mot - désymbolisation - ou évoqué plus élégamment la destruction du pouvoir symbolique - autrement dit le dynamitage de nos institutions. S'il avait été courageux, Pontifex Anonymus (âne-onimus, l'âne-sans-nom aurait dit Lacan) aurait célébré la ruine du pouvoir politique en tant que tel - d'ailleurs formalisée à Berlin par Bill Clinton, Jospin et autres gloires du « centre-gauche » réunis pour blablater sur la « gouvernance » qui remplace désormais le gouvernement.

Mais puisque la pontifiante sommité tient à nous entretenir de sacralité, allons-y. Dans sacré il y a du sacre, mais aussi du sacrifice (de soi, pour le bien commun) ou du sacrificiel qui peut être sanglant. Or quand on détruit le symbolique (ce qui rassemble) on favorise les divisions, les conflits, les crises... sacrificielles. Je résume pour que L'âne du *Monde* (qui n'a rien à voir avec l'âme du monde, mais beaucoup avec le monde sans esprit (1)) puisse comprendre ce qu'on a expliqué à maintes reprises dans son propre journal.

Dès que Plumitivus Maximus aura achevé de lire le résumé en bandes dessinées (par Plantux) des travaux de René Girard, Pierre Legendre et *allii*, il prendra conscience d'une situation qui devrait troubler nos blanches colombes : avant même la destruction de la fonction médiatrice dans l'État, la crise sacrificielle latente devient chaque jour un peu plus manifeste... y compris à la Une de la presse bien-disante qui constitue le grand égout collecteur (Cloacus Maximus) des folies de cette fin d'époque.

Sur la Seine, passe et repasse la nef des fous. Au moment où Philippe Séguin se présente en Hercule, Grand Nettoyeur des écuries de Tiberias, on annonce la mise en examen de trois barons de la Maison Madelin, fieffés fidèles du Parrain RPR : c'est le clan Dominati qui tombe, mis en examen dans l'affaire des faux électeurs du 3e arrondissement. Alors que Bertrand Delanoë, grimé en Candide, susurre qu'il faut changer d'air, sa tête de liste du 13e arrondissement, Jean-Marie Le Guen, est mise en examen dans l'affaire de la MNEF (des fous). Ca me donne l'idée d'un sondage : préférez-vous Pa Dalton ou Ma Dalton ? Que pensez-vous d'un Premier ministre qui cultive son image d'honnêteté et qui laisse son ministre de l'Intérieur déclarer qu'on ne révisera pas des listes électorales manifestement truquées ? Votez Truc, ou Machin, c'est toujours voter truqué !

Au Palais Brongniart, c'est le carnaval des déments. Alors que le *Monde* (3 juin) nous informe en première page de « *l'optimisme des boursiers* », *Le Parisien* consacre sa Une du même jour aux ripoux de la Bourse : deux « gendarmes » de la Commission des Opérations de Bourse, chargée de réprimer les délits d'initiés, sont lourdement soupçonnés d'avoir commis un énorme... délit d'initié ! Ca me donne l'idée d'un autre sondage : préférez-vous être détroussé par des gendarmes ou par des voleurs ?

Les résultats de ces sondages n'ont d'ailleurs aucune importance, puisque le maître-sondage nous apprend que la popularité du Premier ministre reste exceptionnelle : 55 % de satisfaits (et même 62 % pour le chômage, 58 % pour la Sécu) qui sont... mécontents de la réforme de l'éducation (74 %), de la lutte contre l'insécurité (67 %) de la réduction des inégalités (60 %). A quoi bon un commentaire, puisqu'il n'y a pas d'information. Un coup médiatique chasse l'autre dans un monde qui se parfume au scandale, alors que monte une odeur de sang.

Sylvie FERNOY

(1) Allusion à la fameuse phrase de Hegel à Iéna voyant passer « *l'Empereur, cette âme du monde* ».

Chiffres

Chômage

Le chômage sous la barre des 10 % ! Telle est la bonne nouvelle. Le gouvernement se rengorge, le patronat proclame qu'on lui doit presque tout l'effort, et les mauvais esprits font observer que la baisse du chômage est un phénomène général en Europe.

Nous n'entrerons pas dans cette querelle, à bien des égards fallacieuse puisqu'on se bat sur une donnée statistique particulièrement optimiste : celle de la « nouvelle courbe », qui établit le nombre des chômeurs à 2 371 300 en avril, alors que l'ancienne courbe en recense 2 875 400. En ajoutant les travailleurs en situation précaire (1,7 millions) et ceux qui subissent le temps partiel (1,4 millions) ont obtient des résultats qui ne sont guère réconfortants. Martine Aubry a d'autant moins de raison de se réjouir que l'augmentation du nombre d'emplois créés s'accompagne de l'augmentation du nombre des allocataires du RMI : ils étaient 1 145 000 à la fin de l'année dernière.

On observe également une augmentation du nombre de « travailleurs pauvres » : ils étaient en 1997 environ 1 850 000 à toucher moins de 3 650 francs net par mois et l'on estime que le nombre de ces « *working poors* » à l'anglo-saxonne a doublé en une quinzaine d'année pour atteindre 10 % des salariés.

Conclusion ? Nous sommes entrés, malgré les dénégations de Lionel Jospin, dans une « société de marché » ultra-libérale dans laquelle des millions de personnes peuvent être tantôt chômeurs et pauvres, tantôt pauvres et travailleurs.

Annette DELRANCK

Idiome

To be...

On le sait la langue française enregistre sur tous les fronts des défaites. Dans les entreprises l'anglais s'impose non seulement dans les relations avec l'extérieur, mais dans la « communication interne ». Les NMPP renomment leurs kiosques de presse « *Relay* ». Les entreprises qui se créent adoptent de plus en plus souvent une raison juridique anglo-saxonne.

La dernière et la plus saugrenue des mauvaises nouvelles nous vient de la région Centre où les élus non contents de baptiser une association de promotion « *Call Center Valley* », ont rebaptisé la plus célèbre de nos vallées « *Loire Valley* ». La bêtise n'est plus une spécialité de Cambrai !

Mais à quoi bon s'étonner ? La généralisation dans les entreprises privées ou publiques des normes juridiques, comptables et financières anglo-saxonnes conduit à l'adoption de la langue qui les a conçues. A quoi bon s'étonner puisque Claude Allègre, alors ministre, affirma publiquement : « *les Français doivent cesser de considérer l'anglais comme une langue étrangère* », puisque nos ministres, Bernard Kouchner, et tant d'autres s'expriment en anglais devant le premier micro venu. Qu'après ça Alain Minc souhaite « *que l'anglo-américain devienne la langue d'usage courant en France* » est-il vraiment surprenant ?

Finalement ce qui est étonnant ce n'est pas que des idiots fassent des idioties mais qu'on les laisse les faire.

Mais l'état d'une langue révèle aussi l'état de notre volonté, de notre volonté de faire l'histoire ou de nous en retirer. « *To be or not to be, that is the question* ».

Jean LUIGNÉ

Circulation

Faut-il privatiser les radars ?

Après plusieurs week-ends particulièrement meurtriers, le ministre des Transports a annoncé la mise en place de « dispositifs exceptionnels » afin de tenter de diminuer le nombre d'accidents de la route. Ca n'a bien sûr servi à rien, ce que tout le monde savait depuis le départ...

Il faut être un habitué des conférences de presse politiques, pour savoir ce que la pratique recouvre : un rituel très usé, où les journalistes n'apprennent rien qu'ils ne savent déjà et un élu qui se donne le sentiment d'agir en s'écoutant parler. Effets d'annonces et « mesures » creuses et inopérantes sont largement utilisés par le gouvernement pour abuser les Français.

La conférence de presse de Jean-Claude Gayssot, le 10 mai dernier, fut un petit modèle du genre. Le ministre des transports avait pourtant varié le ton en y mêlant du sentiment (« *j'ai vécu avec douleur... l'annonce de ces drames. Quel malheur !* »), un héroïque sursaut salvateur (« *Je ne crois pas à la fatalité* », « *nous n'avons pas le droit de baisser les bras* »), et aussi un doigt accusateur et rageur (« *Prendre le risque de se tuer, c'est de l'irresponsabilité, de l'indignité* »).

Puis vinrent les mesures proposées, très en dessous de l'indignation affichée :

1/ « *Organiser des journées d'informations dans les établissements scolaires* ». Ça ne mange pas de pain : on ne dit pas avec quels moyens et dans quels cadres, mais l'annonce ne coûte rien.

2/ Rappeler que la sécurité routière est une « *Grande cause nationale pour l'an 2000* » : autre coquille vide annoncée au début de l'année dont les fameux spots télé de Raymond Depardon sont le seul caractère marquant.

3/ Enfin la menace du gendarme : « *Mobilisation exceptionnelle des forces de police et de gendarmerie* », « *Nul ne sera à l'abri* », « *Des peines d'emprisonnement* », « *Seuls les irresponsables s'en plaindront* ».

Dès le lendemain, les syndicats de policier parlaient de poudre aux yeux : « *Quel personnel pourrait-on mobiliser alors qu'on racle les fonds de tiroir pour trouver celui nécessaire à la police de proximité* » (1). Les gendarmes, qui ne s'expriment pas par principe, dressent en privé le même constat de leur manque total de moyens.

Voilà, c'est tout. Comme on pouvait s'en douter, il y eut encore des morts le week-end suivant et il n'est plus question de mobilisation générale.

Bien entendu, les vrais enjeux sont ailleurs.

La vérité, c'est que nos gouvernants rognent depuis des années les budgets de la sécurité et des services publics de secours : avant 1996, existait une section motocycliste de CRS redoutablement efficace qui intervenait sur les grands axes routiers, y compris les nationales. Ils en ont été retirés pour des raisons budgétaires. Partout en France, les services de secours connaissent actuellement une réorganisation profonde, là encore pour des raisons budgétaires, induisant des retards parfois catastrophiques dans les secours aux personnes. Et dans le même temps, on apprend que la « non-qualité » dans les hôpitaux (où, là encore, les besoins sont considérables) font bon an mal an 10 000 morts chaque année.

Ce ne sont que quelques exemples. C'est ainsi que systématiquement le service public est démantelé, déconsidéré, rendu impuissant. Jusqu'au jour, où prenant la pose de la guerre lasse, on va nous annoncer que le service public n'y peut rien, que c'est de la seule faute des conducteurs s'ils meurent par milliers. Un jour ou l'autre, un Gayssot quelconque va découvrir qu'il est préférable de privatiser les radars. Ce n'est qu'une demi-boutade...

Certes le comportement des conducteurs, et en particulier des plus jeunes, pose question et on touche là le fond du problème. Seulement faut-il s'étonner des pulsions de mort et d'autodestruction chez des jeunes qui se savent sans avenir sinon celui d'une précarité à vie ? Les courbes des suicides et des consommations de stupéfiants ne dressent-elles pas le même constat effrayant du vide affreux et de la vie inutile ?

Et même chez les jeunes qui parviennent à « s'intégrer », faut-il s'étonner de leur attitude pour le moins stressée au volant, alors que c'est précisément ce comportement qui est requis, exigé et vanté dans le monde du travail : la loi du plus fort et du plus puissant, le mépris des plus faibles et des moins rapides... Finalement, la route n'est qu'un front parmi d'autres dans la guerre économique absurde qu'on nous impose. Et meurent les faibles et les petits soldats.

Paul GILLES

(1) Gérard Boyer du syndicat « Alliance », un des principaux syndicats de policiers en tenue.

Renversement

Clinton chez Poutine

Deux mois après l'élection de Poutine, le premier sommet américano-russe qui s'est tenu à Moscou les 4 et 5 juin engagera-t-il le successeur de Clinton d'ici cinq mois ?

On se croirait revenu quinze ans en arrière : à Reykjavik en 1986. Reagan n'avait plus que deux ans devant lui. Il voulait conclure avec Gorbatchev un accord de limitation des armements qui aurait engagé ses successeurs pour dix ans. Gorbatchev comptait sur un tel accord pour reconvertir pacifiquement son économie et sauver le régime. Peine perdue. La fin de la guerre froide avait ensuite remis en cause les concepts de l'équilibre stratégique ; on s'était préoccupé en priorité de sécuriser les armements existants dispersés entre les morceaux de l'empire démembré.

Mais les questions de défense ne se laissent point oublier. On se retrouve aujourd'hui pratiquement au même point qu'il y a quinze ans. Poutine avait prévu la manoeuvre. Son premier acte présidentiel a été de faire ratifier le 14 avril dernier par la Douma le traité START II (1) signé par les deux présidents en 1993 ! La ratification de cet accord, qui diminue de moitié le nombre d'ogives nucléaires, était le préalable nécessaire à la négociation d'un accord START III qui les ferait encore diminuer d'un tiers en plus. La Russie y est peu intéressée car à l'échéance du premier accord, elle ne disposera sans doute pas d'autant d'ogives, la plupart étant devenues obsolètes. Le calcul de Poutine était différent : l'accord START II était en fait lié au maintien en l'état de l'accord ABM (2) de défense antimissiles datant de 1972. Le ratifier revient à s'engager à ne pas construire de nouveau système de défense antimissiles. Or c'est justement ce que voudraient les Américains qui seraient disposés en échange à détruire un plus grand nombre de leurs ogives, unilatéralement s'il le fallait.

Ce renversement de l'offensive à la défensive date de Reykjavik. Bush junior a confirmé qu'il prendrait sur ce point la suite de Reagan et de son propre père. Clinton - et dans sa foulée le candidat Gore - se sont donc fait voler la vedette. A nouveau, le débat nucléaire, au lieu d'être marginalisé par l'initiative Clinton d'un système limité aux États « voyous » (Corée, Cuba, Libye), est projeté en pleine lumière au coeur de la campagne électorale américaine. Le groupe de pression militaro-industriel s'engouffre dans la brèche, ouverte maladroitement par un camp démocrate visiblement mal à l'aise sur ces questions de défense. Si Gore devait être battu, il le serait largement à cause de ce sujet.

Poutine n'est pas en mesure de s'opposer au nouvel unilatéralisme américain en matière de défense. Il fera donc tout pour le contrer dans d'autres domaines. Donnant la priorité à l'économie russe, il n'espère rien d'un marché passé avec Washington. Les Américains peuvent se passer de son accord. Poutine fera donc appel en priorité aux économies européennes pour aider la Russie. Grâce à ce levier, il s'efforcera de faire pression sur les autorités politiques et les opinions publiques pour qu'elles réprouvent les initiatives américaines. On voit bien comment il peut atteindre la corde sensible ouest-européenne en jouant à nouveau sur la course aux armements. Les États-Unis se mettent dans un mauvais cas, d'abord en agissant seuls, ensuite en paraissant construire un bouclier qui ne protège qu'eux-mêmes.

A leur tour, les Américains, qui n'ont effectivement plus rien à offrir à l'Europe en matière de parapluie atomique, ne disposent plus à son encontre que de l'arme économique. On comprend ainsi le choix des deux escales de Clinton en Europe fin mai sur la route de Moscou : Lisbonne pour le sommet entre l'Union européenne et les États-Unis, puis Berlin, toujours considéré par Washington comme la locomotive économique de l'Europe. Économie à l'Ouest, défense à l'Est : la voie de l'Europe ne s'en déduit-elle pas, qui devrait parler économie à l'Est et défense à l'Ouest ?

Yves LA MARCK

(1) START (*Strategic Arms Reduction Talks*) négociations qui commencèrent à Genève en juin 1982 sur la réduction des arsenaux stratégiques.

(2) Les accords de Moscou, dits accord ABM (*Anti-Ballistic Missile*), signés en mai 1972, ont réglementé et limité l'usage des systèmes antimissiles balistiques.

BRÈVES

♦ **BELGIQUE** - Le prince Laurent, fils cadet du roi Albert II, est devenu sénateur de droit au début du mois. Il a solennellement prêté serment au Sénat devant une salle comble où l'on remarquait, outre le prince Philippe et la princesse Astrid qui siègent déjà comme sénateurs depuis plusieurs années, le Premier ministre, plusieurs ministres fédéraux et, dans les tribunes, de nombreuses personnalités politiques des assemblées communautaires et régionales. Quelques absences remarquées : celle des sénateurs du Vlaams Blok (extrême droite flamingante) ainsi que celle de l'ancien Premier ministre Jean-Luc Dehaene (parti social chrétien flamand CVP) dont la gestion en matière d'environnement avait été vivement critiquée par le prince Laurent il y a peu de temps.

♦ **RUSSIE** - En même temps que des centaines d'autres victimes, l'église russe orthodoxe canonisera prochainement le dernier Tsar, la Tsarine et leurs enfants, Olga, Tatiana, Maria, Anastasia et Alexis. La famille impériale avait été massacrée par les bolcheviks le 17 juillet 1918 à Iekaterinbourg. Retrouvées et identifiées grâce aux tests ADN, leurs dépouilles (à l'exception de celles de la grande-duchesse Maria et du tsarévitch Alexis) ont été inhumées solennellement il y a deux ans dans le mausolée des Romanoff à Saint-Pétersbourg

♦ **LIECHTENSTEIN** - Le prince Hans-Adam II a l'intention de demander une révision de la constitution de la principauté afin de renforcer ses pouvoirs notamment en matière de nomination des juges. Le projet princier, qui est très controversé, devrait être soumis à référendum au cours de l'année prochaine. Selon certaines sources, le prince aurait menacé d'abdiquer et de quitter le pays en cas d'échec du référendum.

♦ **YOUGOSLAVIE** - Le prince héritier Alexandre de Yougoslavie a adressé un message de soutien aux étudiants à l'occasion de la manifestation qui s'est tenue devant la faculté de philosophie de Belgrade. Il les a appelés à « *s'unir, sans exclusives politiques, avec toutes les forces d'une opposition authentiquement démocratique dans un mouvement national pour le changement et la démocratie* ». « *Vous êtes les fils et les filles de la Serbie et vous représentez notre avenir. Le monde admire votre idéalisme et votre courage. Continuez sur la voie où vous vous êtes engagés. Ne renoncez pas. L'alternative qui nous est offerte est claire : le changement ou le désastre* » concluait-il.

♦ **IRAN** - Le prince héritier d'Iran, Reza Pahlavi, a dénoncé les attaques contre les journalistes et les fermetures de journaux dans son pays. Il accuse les gens du Hezbollah de mener une action concertée pour reprendre totalement le pouvoir. « *Une étape de ce plan infâme qui consistait à terroriser les gens et étouffer les écrivains et les journalistes a été réalisée. La suivante sera d'annuler les élections et la neutralisation du parlement lui-même* ».

MENACES

Main basse sur l'Alsace !

Aujourd'hui vice-président du Conseil Général d'Alsace, Robert Grossmann est alsacien, gaulliste et patriote français. Profondément attaché à sa langue et à sa culture régionales, il évoque l'amour douloureux et trop souvent déçu que les Alsaciens portent à la France, et plaide en faveur d'une identité régionale sereinement vécue dans une nation sachant reconnaître la diversité de tous les siens. Ce qui le conduit à dénoncer la propagande de certains cercles qui veulent séparer l'Alsace de la France et remplacer la langue alsacienne par l'allemand.

■ Royaliste : Qu'en est-il de l'identité alsacienne ?

Robert Grossmann : Je voudrais rappeler qu'en soixante-quinze ans, entre 1870 et 1945, l'Alsace a changé cinq fois de nationalité. Les Alsaciens ont donc été sans cesse ballottés entre l'Allemagne et la France, ce qui a eu de lourdes conséquences.

Prenons un exemple : le retour de l'Alsace à la France en 1918 s'est très bien passé mais les mesures prises en 1924 par le gouvernement radical-socialiste à l'encontre du clergé et sa politique brutale d'unification linguistique ont provoqué le développement d'un très fort mouvement autonomiste, soutenu par la majorité de l'opinion publique alsacienne. Il est alors apparu que, pendant les cinquante années de séparation, chacun s'était fait une idée de l'autre qui n'était pas conforme à la réalité vécue. Les Alsaciens avaient regardé la France comme une grande nation généreuse, les Français pensaient sans cesse à la province perdue, mais à Paris on ne comprenait pas ce que les habitants de la province retrouvée pouvaient éprouver lorsqu'ils étaient confrontés à l'anticléricalisme et au centralisme.

Quant à la période de l'Occupation, beaucoup de Français ignorent que leurs compatriotes alsaciens ont vécu le drame des *Malgré nous* - des Alsaciens enrôlés de force dans l'armée allemande et envoyés sur le front de l'Est. Soixante dix mille de ces soldats ont été tués ou ne sont jamais revenus. Pire : à Oradour-sur-Glane, il y avait dans la division *Das Reich* quelques jeunes Alsaciens qui ont été traduits en justice après la guerre, tout comme les Allemands responsables du massacre. Mais les Alsaciens ont ressenti cela comme une véritable blessure parce qu'on cherchait à condamner des *Malgré nous* alors que le général Lammerding, qui commandait cette division *SS*, n'a jamais été inquiété.

L'Alsace n'a pas oublié ses drames, et les Alsaciens en portent les traces, d'autant plus profondes qu'ils ont été balancés entre deux langues.

■ Royaliste : Votre cas personnel est très significatif.

Robert Grossmann : Je suis né en 1940. Ma langue maternelle est l'alsacien, et je n'ai parlé que cette langue jusqu'à l'âge de six ans. C'est à l'école que j'ai commencé à parler français. Tout en continuant à parler alsacien avec mes copains, j'ai toujours considéré, ai-je besoin de le dire, que j'étais français. Dans ma jeunesse, on disait sans aucun complexe qu'on parlait le dialecte alsacien, puis la mode a voulu que l'on évoque les langues régionales.

■ Royaliste : Avez-vous soutenu le bilinguisme ?

Robert Grossmann : Oui. Vice-président du conseil régional chargé de la culture, je milite pour l'alsacien comme je l'ai toujours fait depuis que je suis élu local. Après mai 1968, j'ai connu le réveil de l'alsacienité, qui s'inscrit dans le mouvement de retour aux identités régionales. Nous avons alors créé des classes bilingues. Nous estimions nécessaire de développer une meilleure connaissance de l'Alsace au travers de sa langue, alors que les gouvernements successifs avaient tout fait, après la Libération, pour imposer l'usage du français. Ce qui ne s'est pas fait sans brimades à l'encontre des écoliers qui parlaient alsacien. D'où des traumatismes qu'il fallait effacer.

Nous agissions en toute innocence, et nous avons vu sans inquiétude se créer un cercle René Schickelé - du nom d'un écrivain de la période du Reich wilheminien, né dans l'Alsace allemande comme Albert Schweitzer, et parfaitement bilingue comme le célèbre médecin. Ce cercle a milité pour l'apprentissage de l'allemand dans les classes maternelles et, au Conseil général, nous avons financé ces activités car personne n'y voyait malice.

■ Royaliste : Et pourtant...

Robert Grossmann : Et pourtant de sérieux problèmes sont apparus voici quelques années. Le débat sur la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires a soulevé les passions et les positions se sont durcies. L'année dernière, un appel favorable à la signature de cette Charte a été lancé par le cercle René Schickele et il a été signé par 400 personnalités. J'étais alors de ceux qui pensaient que nous pouvions adhérer à cette Charte. Mais le cercle René Schickelé et d'autres petits groupes de pression ont fait adopter par le Recteur une définition de la langue régionale qui a été inscrite dans une circulaire adressée aux enseignants. Dans ce texte, qui a force juridique, il est affirmé que « *la langue régionale en Alsace est l'alsacien, sa forme écrite est l'allemand* ». Les militants autonomistes se sont emparés de ce texte dont ils n'ont retenu qu'un seul point : la langue régionale en Alsace est l'allemand - le *hochdeutsch*.

A l'école s'agira-t-il de défendre la langue alsacienne ou de promouvoir l'allemand ?

■ Royaliste : Ce que vous contestez ?

Robert Grossmann : Autant je suis attaché à ma langue maternelle, autant je me situe pleinement dans le cadre de la nation française et de la République. Cette référence à la langue allemande m'a fait réfléchir et j'ai senti la nécessité de mettre les choses au clair. J'ai donc publié un texte intitulé « *Je ne signerai pas* » et dans lequel je dénonce la supercherie de la Charte qui, sous prétexte de réconcilier les Alsaciens avec leur dialecte, nous prépare une Alsace où l'on parlerait allemand et français. Ce qui m'a valu de violentes répliques.

■ Royaliste : Qu'en est-il du contenu de cette Charte ?

Robert Grossmann : Il faut d'abord remarquer que ce document émanant du Conseil de l'Europe n'a pas été diffusé dans le public. Sur le fond, il s'agit d'un texte très contraignant : rédigé avant la chute du mur de Berlin, il devait permettre l'émancipation des pays d'Europe de l'Est par la reconnaissance des langues minoritaires dans certaines nations.

Je ne vois pas en quoi cette Charte peut concerner les démocraties de l'Ouest européen. Il s'agit d'un long texte qui compte 23 articles et 150 paragraphes. Chaque État doit s'engager à prendre un minimum de 23 paragraphes dont 7 obligatoirement pris dans le « noyau dur » qui porte sur l'enseignement, la justice, les médias et la culture. Dans ces domaines, il y a de véritables contraintes. En ce qui concerne l'administration, le pays qui signe la Charte doit s'engager à rédiger tous ses textes juridiques dans les deux langues - régionale et nationale. Pour l'enseignement, il est prévu une extension de toutes les classes bilingues : ce qui fait pour l'Alsace 13 heures en français et 13 heures en allemand. Par ailleurs, l'accueil du citoyen dans une administration doit se faire dans une langue régionale. Pour les médias, l'État doit s'engager à avoir une radio ou une chaine de télévision en langue régionale.

■ Royaliste : Dès lors, pourquoi le gouvernement a-t-il décidé de signer ce texte ?

Robert Grossmann : Le gouvernement Jospin a signé cette Charte en sachant probablement que le Conseil constitutionnel allait la rejeter et que le président de la République y était opposé. Il y a là une bien curieuse attitude : le gouvernement n'a pas besoin de signer cette Charte pour créer des radios et des télévisions en langue régionale, mais il ne le fait pas. On flatte une partie de l'opinion publique à peu de frais.

Par ailleurs, l'Alsacien que je suis ne voit aucun avantage à ce qu'un fonctionnaire français lui adresse la parole en allemand. Faudrait-il traduire notre Code civil en *hochdeutsch* ?

La Charte prévoit par ailleurs que des groupes d'experts et des groupes de suivi veilleront à la bonne exécution des mesures adoptées. En ce cas, le cercle René Schickelé deviendrait le groupe qui aurait la prééminence intellectuelle et un droit de contrôle sur l'application par le gouvernement et la région de l'application de la Charte. Il y a là une véritable entrave aux libertés privées et publiques, et c'est introduire de manière subreptice et subversive une langue différente du dialecte que nous avons toujours connu.

■ Royaliste : En quoi le dialecte alsacien diffère-t-il de l'allemand ?

Robert Grossmann : L'alsacien est un parler germanique, dérivé de la langue allemande unifiée par Luther. Mais, depuis trois siècles, l'alsacien s'est enrichi d'expression et de mots français, il s'est développé et a évolué - comme toutes les autres langues. De plus, cette langue alsacienne est écrite depuis le siècle dernier : elle a ses écrivains, ses poètes, et elle n'a nul besoin d'être rattachée au *hochdeutsch*. Les puristes de la Charte, qui veulent codifier ma langue, voudront un jour ou l'autre codifier mon identité. Faire que l'alsacien c'est l'allemand, langue d'un voisin tout proche, c'est dire que l'allemand est la langue historique des Alsaciens.

En fait, certains puristes du *hochdeutsch*, qui souhaitent que l'Alsace soit intégrée dans un grand ensemble germanique, expriment la nostalgie du Saint-Empire romain germanique.

De ce point de vue, l'application de la Charte nous placerait dans une situation paradoxale : elle vise à protéger les langues régionales - ce qui est compréhensible pour le breton et le corse - mais c'est absurde pour le *hochdeutsch* qui est une langue très répandue en Europe centrale et qui n'a pas besoin de protection. En fait, c'est notre langue alsacienne qui a besoin d'être protégée !

■ Royaliste : Quelles sont les références intellectuelles ou idéologiques de ceux qui voudraient promouvoir l'allemand en Alsace ?

Robert Grossmann : L'appel des 400 a été piloté par trois écrivains et poètes alsaciens : Adrien Finck, André Weckmann, Conrad Winter qui ont, à cause de leur âge, beaucoup écrit en allemand et leurs livres, appréciés par un certain public allemand, n'ont aucun écho en Alsace, donc en France. Mais j'ai découvert dans la revue de la Fondation Erwin von Steinbach-Stiftung une étude sur ces trois écrivains-poètes qui tout en évoquant le « *Blut und Boden* » (le sang et le sol) cultivent la nostalgie du passé allemand. J'ai aussi trouvé dans le même numéro un article à la gloire de Robert Ernst, maire nazi de Strasbourg entre 1940 et 1944, désigné comme grand patriote alsacien.

Mon éditeur Bernard Reumaux et d'autres amis m'ont appris que la revue de cette fondation était publiée en Allemagne par d'anciens nazis qui nourrissent le culte de l'Alsace allemande, notamment sous le IIIe Reich. Telle est l'origine du débat sur la Charte, qui a détruit la paix linguistique dans ma région. En m'opposant à la Charte des langues régionales, en dévoilant l'idéologie de certains de ses promoteurs, j'ai voulu marquer un coup d'arrêt à une opération qui menace une région et l'unité de notre nation.

Propos recueillis par
B. La Richardais

■ Robert Grossmann - **Main basse sur ma langue** - La Nuée bleue - prix franco : 78 F

Ambition

Néant

On connait la boutade qui vise celui qui, parti de rien, n'est arrivé nulle part. A observer Alain Minc en compagnie de Stéphane Marchand (1), on s'aperçoit qu'il a quitté une position sociale très honorable pour aboutir à un néant.

Fils de héros (un père et une mère du peuple communiste, exemplairement résistants) doué au point de faire l'ENA, promis aux plus hautes fonctions dans l'État, cet homme qui se croit parvenu au sommet dé l'influence et de la gloire parce qu'il soupe, tenez-vous bien, avec Bernard-Henri Lévy et François Pinault, n'a cessé de glisser sur la mauvaise pente : il a renié sa tradition ouvrière, renoncé immédiatement au service de l'État, abandonné la gauche (jeune, il se déclarait mendésiste) pour devenir premier valet du néo-capitalisme, et plumitif en chef de la « pensée unique ».

Mais l'idéologie dominante n'est pas une pensée, et Alain Minc ne pense pas : c'est un marchand d'illusion, un sophiste à l'ancienne, un médiocre copiste qui va être traîné en justice pour une sale affaire de plagiat.

L'étude soigneusement documentée de Stéphane Marchand permet de faire froidement le compte des erreurs, des médiocrités, des trahisons qui entrent dans la composition de ce très classique personnage de la vie parisienne : le raté médiatique, la nullité mondaine, le ludion salonnard.

Alain Minc ? Pas même un sujet de roman.

Jacques BLANGY

(1) Stéphane Marchand - « **Le Commerce des illusions** » - Éd. J.-C. Lattès, 1999 - prix franco : 126 F.

Idéologie

La fabrication de l'information

Les journalistes n'informent pas sur le réel, ils présentent des images d'une réalité préconçue, auxquelles nous sommes priés de nous conformer. Attention, ça tourne ! En rond. Mais comment sortir du piège de l'idéologie dominante ?

Encore une critique des médias ? Certes. Mais celle-ci mérite à un double titre l'attention.

- Elle est le fruit du travail d'une journaliste et d'un philosophe (1), ce qui empêche de dire qu'elle est « trop théorique » ou trop « au ras des pâquerettes ».

- Elle est presque désespérante. Mais ce presque indique qu'il reste de l'espoir - du côté de la radicalité.

Une grande part de la critique formulée par Florence Aubenas et Miguel Benasayag nous est familière. Ses points saillants montrent la folie du système :

Le journaliste ne rend pas compte de la réalité, il la rend présentable et représentable. Ce qui est représentable est ce qui apparaît.

Ce qui apparaît doit être transparent - maître-mot qui résume l'idéologie dominante.

Cette idéologie n'est pas politiquement orientée : toutes les opinions peuvent être émises, et mises en scènes, et il est bien vu de faire sauter les tabous. Même la critique des médias est médiatisable (il y a des émissions pour ça) et la critique des personnages médiatiques n'empêche pas le système de fonctionner.

Le système médiatique fonctionne comme une pièce de théâtre, où chacun joue le rôle qui lui est attribué - soit qu'on force le sujet à être conforme à son image, soit qu'il s'y conforme de son plein gré. Des propos de l'électeur lepéniste, on ne retient que la phrase sur les immigrés ; et les jeunes de banlieues jouent volontiers un personnage de film (*La Haine* par exemple). Le travail du reporter est de rechercher des personnages qui jouent bien leur rôle, selon la distribution (*casting*) prévue par le rédacteur en chef. « *L'intéressant est ce qui intéresse* [le journaliste], *le connu ce qu'il connait, le rebutant ce qui le rebute* » notent justement nos deux auteurs.

Dans cette représentation du monde, les « vraies gens » appelés à jouer leur rôle de représentant (des routiers en colères, du peuple martyrisé, de la « base » en général) ne représentent plus rien ni personne.

Les journalistes (qui sont chargés de faire dire le texte, de trouver la bonne image) ne sont pas dupes du travail que leur font faire des patrons soucieux de leurs affaires, de leurs annonceurs, et de la parfaite conformité de leur production aux goûts d'un public qu'ils imaginent conformes à l'idée qu'ils s'en font. Système en boucle, où rien ne fait sens.

Qu'on n'imagine pas que les journalistes soient cyniques, ou nihilistes : ils cherchent au contraire une vérité vraie, totalement cohérente, parfaitement exhaustive. Ils voudraient prendre - enfermer - tout le réel dans une phrase, dans une image, et le restituer dans sa pleine transparence. Tâche impossible, qui rend l'obscurité plus épaisse, et qui noie les fragments de vérité qui ont été perçus dans l'idéologie de la communication - donc de la transparence.

Ce système bouclé rend dérisoire tout « passage à la télévision » des politiques - y compris les plus contestataires, et détruit la politique en tant que telle : « *Dans le champ politique, la politique a été déclarée forfait. Ce qui fait bouger les choses, valser les hommes et les partis, c'est l'adhésion ou non au monde de la représentation. La transparence s'affirme comme la seule idéologie qui ne peut être trahie* ».

L'homme communicationnel sait ou devine tout cela, mais sa lucidité le conduit à la dépression : il n'a prise ni sur le monde représenté, ni sur la réalité qu'il subit.

L'analyse est implacable. Elle incite à une contestation radicale, dont les auteurs n'indiquent pas les voies. Pour nous, elles sont politiques : le préau d'école, l'urne, la grève, la rue, autant que possible loin des caméras.

Yves LANDEVENNEC

(1) Florence Aubenas et Miguel Benasayag - « **La fabrication de l'information - Les journalistes et l'idéologie de la communication** » - La Découverte, 1999 - prix franco : 50 F.

Idées

Le déni de la culture

par Gérard Leclerc

Le débat n'est pas d'aujourd'hui, mais il atteint aujourd'hui un rare degré d'âpreté et d'actualité : quelle est la mission de l'école ? Depuis que celle-ci s'est « démocratisée », au point de proposer à la totalité des jeunes la chance de bénéficier d'un cursus scolaire long, sa nature n'aurait-elle pas changé, sous le poids nouveau de ses obligations ? Aux maitres d'hier auraient succédé des pédagogues qui ont moins le souci de transmettre une culture que de prendre en charge des jeunes avec leurs fragilités et leurs carences. D'ailleurs beaucoup de ces jeunes ne manifestant guère de goût pour apprendre, il serait vain de les accabler. Mieux vaut s'interroger sur leur mal être et leurs demandes plus ou moins formulées afin que l'école devienne un véritable *lieu de vie*, apte à répondre à leur épanouissement individuel et social. Dans ce cas de figure, la culture n'est plus la finalité exclusive de l'institution scolaire, elle est un moyen pour satisfaire des aspirations et doit donc être réinterprétée et instrumentalisée comme telle. Plus question de se vouer par exemple à la littérature. Il s'agira désormais de se servir des oeuvres les plus aptes à intéresser les jeunes et à retrouver leurs aspirations. Et lorsqu'on objecte à cela qu'apprendre constitue toujours une discipline et une conquête, il vous est répondu que les regrets sont vains et qu'il faut au contraire saisir les opportunités de la formidable mutation contemporaine, celle qui passe par la révolution d'internet et le renversement des attitudes face au savoir.

L'autre semaine, lors d'un salon du livre en Vendée, j'ai été propulsé en plein coeur de ce débat, avec deux partenaires autorisés. Le premier, enseignant de son état, faisait part de sa colère face à la dictature des élèves rebelles à tout effort et ne disposant même pas du bagage sémantique utile pour bénéficier du moindre cours de base. A cela, une jeune femme, parfaitement à l'aise dans l'idéologie pédagogique, répliquait d'un ton égal pour démontrer tout l'intérêt des nouveaux profs à l'écoute, préférant utiliser une maïeutique directe afin de parler au niveau des élèves et tirer le meilleur d'eux-mêmes. J'aurais été plus convaincu du caractère socratique d'une telle maïeutique si elle ne m'avait paru vouée au bricolage scolaire et à une consternante régression. Que voulez-vous faire, demandait le prof en colère, avec des élèves qui à tout propos ne savent que vous asséner que « *c'est* vegra » (pour les non-initiés, *vegra* signifie grave en verlan, l'argot des jeunes). Justement répondait, enthousiaste, notre pédagogue, à partir de *vegra* vous pouvez amorcer un passionnant dialogue avec les jeunes, qui vous permettra de parcourir successivement toutes les strates de signification implicites du langage contemporain. En d'autres termes, abandonnez La Fontaine et mettez-vous à l'étude de la langue de vos interlocuteurs. D'ailleurs ils ont énormément à vous apprendre, et leur habileté à se servir d'internet vous en bouchera un coin.

Pour qui n'a pas suivi de près l'évolution de l'institution scolaire ces dernières années, reprendre contact avec la réalité est brutal. Jean Daniel, lors d'un récent éditorial du *Nouvel Observateur* confiait son désarroi en termes particulièrement émouvants. Non seulement, les jeunes ne veulent plus apprendre le français, mais on ne veut plus le leur apprendre. Pour un homme qui a voué toute son existence à sa langue, c'est un déchirement, avec la découverte de ce que Finkielkraut appellerait une défaite de la pensée. Mais ici, il convient de s'arrêter pour prendre la vraie mesure de cette défaite. Car la confrontation entre l'école de la culture et celle de la pédagogie ne tient pas seulement en un problème d'adaptation aux données actuelles. Elle recèle un désaccord absolu de fond. D'où le caractère impitoyable de la joute qui oppose précisément Alain Finkielkraut, défenseur de la culture et de ses disciplines, à Philippe Meirieu, directeur démissionnaire de l'Institut national de la recherche pédagogique à Paris.

Pour Philippe Meirieu, l'école ancienne est caduque parce que la culture sur laquelle elle se fondait à fait faillite. Liée à une idée unique de la vérité, elle s'est rendue complice des entreprises de conquête et de spoliation coloniales. Résultat : « *L'éducation,* écrit Meirieu, *ne doit pas chercher, - en vain - d'arracher les convictions des élèves, comme on arrachait les mauvaises herbes de la superstition et de l'erreur, pour laisser pousser la raison et émerger la vérité. Si l'éducation doit faire accéder à la raison, c'est dans la mesure où celle-ci est un moyen de mettre en délibération les convictions des uns et des autres, de confronter leur bien-fondé, de jauger leur portée, leurs enjeux et leurs conséquences. La raison n'a pas de contenu en elle-même ; elle est un moyen qui permet aux convictions d'entrer en communication les unes avec les autres et de* « faire société » *dans un espace commun où l'on s'engage à débattre plutôt qu'à utiliser les armes de la violence, de la séduction ou de l'intimidation* ».

Entendez : ériger la culture, ou une certaine culture française et humaniste en modèle, au nom de certaines valeurs normatives par essence c'est participer à un acte violent. C'est imposer une certaine idée contre les idées des autres. Il convient donc de dépouiller la raison de sa superbe dominatrice, pour ouvrir l'espace de la discussion à la pluralité. Alain Finkielkraut condense le point de vue pédagogiste en une formule : « *Le temps est venu de passer d'une école substantielle à une école procédurale* ». Au risque du raccourci polémique, je dirais que La Fontaine est du côté de l'école substantielle et le dialogue sur le *vegra* du côté de l'école procédurale. D'un côté on impose une culture normative, de l'autre on s'ouvre aux interrogations plurielles des mentalités contemporaines. Une pétition circule pour imposer « *que les décideurs considèrent la recherche pédagogique comme prioritaire et cessent de morceler les structures chargées de l'accompagner* ». Le message est clair : on ne fait pas sa place à la pédagogie, elle réclame toute la place et elle entend régenter sans partage l'ensemble de l'institution scolaire.

L'affaire pour le coup est vraiment *vegra*. La culture c'est l'apprentissage de la vérité dans toutes ses nuances, avec la découverte de points de rupture qui échappent à la pensée procédurale. Et puis, il n'y a pas à avoir d'illusion. La dictature pédagogique imposera l'école à deux ou à plusieurs vitesses. Car si elle refuse la culture à tous, la culture reviendra aux privilégiés de la naissance et de la fortune et l'institution scolaire sera désarticulée selon les lois du libéralisme. Je ne dis pas que la tâche de transmettre la culture soit facile aujourd'hui. Mais la difficulté ne justifie pas l'impasse mortelle du pédagogisme. ■

Alain Finkielkraut - « **Une voix vient de l'autre rive** », Gallimard, prix franco : 86 F.

Moeurs

Vécu

Il est de grands ancêtres auxquels certains journalistes contemporains spécialistes de reportages plus ou moins « bidonnés » feraient bien de se référer.

Plonger dans le milieu que l'on veut étudier, s'y immerger complètement afin de connaître réellement ce dont on veut parler, devrait être ligne de conduite de tous ceux qui ont l'ambition de décrire la vie et les moeurs des classes sociales les plus défavorisées.

Ainsi, dans les premières années de ce siècle, le docteur Louis Martin, proche de l'Action française, abandonnait régulièrement ses patients et ses élèves pour s'embaucher comme ouvrier pendant quelques mois. Sous le pseudonyme de Jacques Valdour il publiait ensuite le résultat de ses observations en livres ou brochures, aujourd'hui introuvables, mais qui font encore autorité.

Quelques années auparavant un journaliste à l'*Aurore*, Henry Leyret, avait fait une expérience similaire. Afin de pouvoir « *mener à bien une enquête de vérité* » pour « *observer les travailleurs, dans toute la complexion de leur être, sans fard ni mensonge* » il avait ouvert un bistro, en plein faubourg près de Belleville et s'était transformé pendant plusieurs mois en mastroquet.

De cette expérience il avait tiré un livre, riche d'anecdotes, d'observations précises sur les conditions de vie et les idées politiques des ouvriers parisiens. C'est cet ouvrage qui vient d'être heureusement réédité pour notre plus grand plaisir.

Y. A.

Henry Leyret - « **En plein faubourg** », présentation d'Alain Faure - Les nuits rouges - prix franco : 75 F.

Intrigues

Louis XVI attaqué par ses frères !

Le dernier ouvrage des Girault de Coursac sur les frères du roi poursuit l'étude minutieuse du règne et de la personne de Louis XVI, entamée par eux il y a bien longtemps maintenant.

Connus pour l'extrême qualité de leurs travaux de recherche qui les amènent à pousser très loin les moyens de connaître un individu et son temps, les auteurs n'échappent cependant pas à un certain parti pris en faveur de Louis XVI. Il n'en demeure pas moins que leurs livres sont toujours pleins d'intelligence et fourmillent de connaissances.

L'étude consacrée aux rapports entre le roi et ses deux frères ne faillit pas à la règle, et même si l'on peut parfois contester les conclusions qu'ils en tirent, force est de constater qu'aucun des éléments mis en avant ne peut être contesté. Le sujet est d'importance, Provence et Artois ayant eut pendant toute la fin de l'Ancien Régime une action et une influence non négligeables. Louis XVI fut sans arrêt aux prises avec les menées de ses deux cadets qui, c'est le moins que l'on puisse dire, ne lui facilitèrent en aucune façon une tâche déjà impossible. Chacun avec son style naturellement, car, en effet, rien de plus dissemblable que ces deux êtres, tant au physique qu'au moral.

Le comte de Provence, futur Louis XVIII, avait hérité de l'intelligence très vive de son grand-père Louis XV et regrettait amèrement de n'être pas l'aîné. On peut trouver sa main dans beaucoup de libelles et de coteries de Cour qui firent tant de mal à la Monarchie. Libéral parce que c'était dans l'air du temps, son rôle dans le déclenchement de la Révolution ne fut pas mince et on lui doit notamment une partie de l'échec de l'assemblée des Notables de 1787-1788. Par la suite, il tenta de jouer un rôle avant de prendre la route de l'exil et de mener à l'étranger une politique fort dommageable à la situation de son frère et roi.

Pour Artois, futur Charles X, la situation n'est pas la même. Peu intelligent, irréfléchi, dépensier, sans un sol de politique dans la tête, il fut dès le début du règne de Louis XVI, l'animateur de la Cour et participa à toutes les intrigues. Son action fut toujours dangereuse. Dépassé par les événements qui s'annonçaient, il fut l'un des premiers à partir et anima maladroitement l'émigration au point de s'attirer les foudres de son beau-frère Léopold II, qui lui donna une leçon de politique et de patriotisme dans une lettre que tous devraient connaître.

Poursuivant inlassablement leurs travaux de recherche sur Louis XVI, les Girault de Coursac nous donnent avec *Provence et Artois, les deux frères de Louis XVI* un ouvrage utile pour la connaissance et la compréhension de la genèse de la Révolution.

Pascal BEAUCHER

Paul et Pierrette Girault de Coursac - « **Provence et Artois, les deux frères de Louis XVI** » - Ed. de Guibert, 1999 - prix franco : 190 F.

Solitude

Amour

Qui un jour ne s'est jamais senti seul, orphelin de tout et de tous, rabroué par le destin ? Parce que l'amour est le coeur de toute vie, quand il se fait rare, il nous apparaît alors comme l'artefact du tourment.

Que n'a-t-'on jamais écrit ou chanté sur l'amour ? Des textes bibliques aux simples poèmes d'antan ou d'aujourd'hui, tous sont axés de près ou de loin sur le même thème, celui qui nous est à tous le plus cher : l'amour. Et qui que nous soyons, tous autant différents que nous sommes, nous ne pouvons échapper à ce sentiment tout aussi exaltant que destructeur. Et c'est dans toutes ces différences qu'Anna Gavalda nous peint, avec talent, face à nos joies et déboires, extirpant avec douceur une part intime de nous même. Sans doute justement, c'est l'amour des autres qui force l'auteur à écrire sur les gens « *Je pense à eux pendant des heures voire des années et puis un jour, j'essaye d'écrire sur eux* ».

Ce talent fut d'ailleurs récompensé, au Salon du livre en mars dernier, par le grand prix RTL-Lire pour son ouvrage *Je voudrais que quelqu'un m'attende quelque part* déjà vendu à 80 000 exemplaires. Et c'est d'autant plus méritoire que c'est son premier livre édité ! A n'en pas douter, Anna Gavalda est de ces jeunes auteurs prometteurs dont le chemin est à suivre avec le plus vif intérêt.

Aymeric DARAN

Anna Gavalda - « **Je voudrais que quelqu'un m'attende quelque part** » - Le Dilettante, 2000 - prix franco : 108 F.

Coeur haut et fortune basse !

Le réveil a été un peu long... - me donnant quelques inquiétudes - mais c'est maintenant bien parti et j'espère que l'effort ne va pas se relâcher pendant les quinze jours qui nous restent pour atteindre l'objectif de 50 000 F. Car maintenant le temps presse. Je ne vous cache pas, d'autre part, qu'il serait important que nous dépassions l'objectif de près de 10 000 F car un rappel de loyer non prévu, après le renouvellement du bail de nos locaux, est venu mettre à mal mes fragiles prévisions financières... On peut y arriver, on doit y arriver, c'est vital, et on y arrivera grâce à votre mobilisation.

Yvan AUMONT

4e liste de souscripteurs

Jean Aubry 200 F - A.B. (Hérault) 200 F - Jean-Marie Barbero 100 F - Jean Barraud 100 F - Pierre Bastien 300 F - Jacques et Denise Berbineau 150 F, - Luc Beyer de Ryke 100 F - Jacques Bionnet 100 F - Jean Breuillard 500 F - Gisèle Brodut-Yviquel 250 F - Olivier Bruneau 250 F - Philippe Cappelaere 350 F - Jean-Luc Castro 250 F - Robert et Suzanne Chateigner 300 F - Pierre Cochet 250 F - Hubert Colombier 250 F - Ghjacumu Colonna 500 F - Jean-Loup Commo 140 F - André de Crux 100 F - Régis Debray 250 F - Gaston Deffes 250 F - Jean et Ginette Delorme 50 F - François Denoël 300 F - Marc Desaubliaux 500 F - Jean-Louis Dhorne 100 F - Jacques Doremieux 100 F - Pierre Dubreuil-Fontaine 100 F - Stéphane Esquerre 100 F - Richard Fielz 700 F - Marcel Floury 250 F - Bernard Fontaine 100 F - André Gallière 200 F - Yves Garnier 300 F - Jean-Marie Gurvil 100 F - Ran Halevi 200 F - Martin Hybler 250 F - Pierre Jallut 150 F -Bernard Javault 250 F - Tatiana Krjivoblotzky 50 F - Anne-Marie Engler 500 F - Jacques Lambalais 100 F - Jean-Marie Landry 250 F - Patrick Larinier 150 F - Renée Lavaut 200 F - Didier Le Roué 100 F - Christian Lecocq 250 F - Christophe Mallet 300 F - André Mercier 500 F - Frédéric Mitterrand 500 F - Jacques de Monneron 500 F - Dominique Normandin 104 F - Robert Paris 500 F - Noël Pecout 100 F - Michel et Monique Pinçon 250 F - Jacques de Poulpiquet 150 F - Claude Quémard 250 F - Louis Reginensi 100 F - Jacques Roué Daëron 500 F - Jean Roy de Fraroz 250 F - Renaud Rumin 160 F - Géraldine Moré et Hervé Rumin 250 F - Hélène Rutschmann 100 F - Maurice Sarazin 100 F - Jacques Solé 100 F - Michel Sotiropoulos 250 F - Joël Teruel 100 F - Gérard Toussaint 200 F - Bruno Vernette 125 F - Laurent Veyrenc 100 F - Marcel Veyrenc 100 F - François Viet 100 F.

Total de cette liste : 15 929 F.
Total précédent : 18 802 F.
Total général : 34 731 F.

Communiquer avec la N.A.R.

✓ Adresse postale : **17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris**
✓ Adresse électronique : **royaliste@multimania.com**
✓ Site internet : **http://www.multimania.com/royaliste**
✓ Téléphone : **01.42.97.42.57**
✓ Télécopie/répondeur : **01.42.96.05.53**
✓ Reglements à l'ordre de : ***Royaliste*** **- CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.
♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"*abonné des mercredis*" annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.
♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

● **Mercredi 14 juin** : Chercheur au CRAG - le Centre de recherche et d'analyse géopolitique de Paris VIII - **Alexandre DEL VALLE** s'interroge dans un essai récemment publié sur la stratégie globale des États-Unis depuis la fin de la chute du rideau de fer. « **Bosnie-Kosovo- Tchéchenie : pourquoi ces guerres ?** ». Peut-on voir des aspects d'une guerre totale qu'une Amérique hégémonique mènerait contre le reste du monde - et d'abord contre l'Europe ? L'islamisme et le panturquisme sont-ils vraiment les instruments de la volonté de puissance américaine ? La radicalité des thèses défendues par notre invité introduira à une discussion qui ne devrait pas manquer de vivacité.

● **Mercredi 21 juin :** Docteur d'État en philosophie, fondateur et animateur du Centre Jacques Maritain de Toulouse, membre de l'Académie pontificale de saint Thomas, **Yves FLOUCAT** a consacré un ouvrage à l'itinéraire politique de Jacques Maritain, qui conduisit le grand philosophe catholique du compagnonnage avec l'Action française à l'adhésion à la démocratie. En se prononçant « **Pour une restauration du politique** », Yves Floucat marque dans cet ordre ses désaccords avec son maitre, en faisant valoir la force bienfaisante de la souveraineté de la nation et l'actualité d'une monarchie royale qui garantit le principe arbitral et renforce les institutions démocratiques.

● **Mercredi 28 juin (dernière réunion)** : C'est avec **Philippe de SAINT ROBERT** que nous conclurons notre année de réflexions et de débats. Familier de l'oeuvre de Simone Weil, notre ami a récemment publié un essai consacré à cette philosophe qui ne concevait pas que la pensée puisse être séparée de l'histoire et rester étrangère à la souffrance humaine. Il évoquera pour nous « **La vision tragique de Simone Weil** » - celle d'une militante révolutionnaire qui, à l'encontre des opportunismes dont nous sommes accablés, s'élève de l'action politique à la mystique tout en demeurant absolument engagée dans les combats essentiels puisqu'elle rejoignit le général de Gaulle à Londres, où elle mourra.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : .....

Prénom : .....

Date de naissance : ..... Profession .....

Adresse : .....

.....

.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :
« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Retour de bâton

A l'Élysée et à Matignon, là où le gouvernement des hommes s'annihile dans ce laisser faire qu'on appelle, à l'anglo-saxonne, « gouvernance » ;

Dans les états-majors de droite et de gauche, là où la conviction politique a été effacée par de misérables techniques de communication ;

Chez ces messieurs du Medef, qui croient avoir gagné, et à la tête de ces syndicats où la volonté de puissance se déploie dans la collaboration de classe ;

Au sein de ce club parisien qui publie régulièrement ses listes de suspects et de condamnés à la mort médiatique ;

- somme toute dans l'ensemble du milieu dirigeant, c'est la peur qui devrait régner, et non l'arrogance.

Les éminents personnages qui pourraient tomber sur ces lignes croiront lire la vaine littérature qui enrobe les défis de quatre sous. Qu'importe, ce n'est pas à eux que je m'adresse mais aux amis de notre journal - royalistes, gaullistes, socialistes, communistes - qui assistent sans pouvoir agir au saccage généralisé. Principes fondamentaux, institutions, traditions politiques et syndicales, tout est sacrifié dans cette déroute volontaire qui favorise d'immenses rapines. Terriblement lucides quant à l'ampleur du désastre, nous sommes tour à tour tentés par l'exil intérieur et par la violence ouverte. Il faut refuser ces deux pièges et garder envers et contre tout - contre toute adversité, pour le service de tous - la raison politique. On ne sauvera pas la nation en se réfugiant dans une solitude hautaine ponctuée de messages amers. Et céder à la haine contribuerait à la ruine des principes républicains et démocratiques d'unité, de justice et de liberté.

Le repli sur soi, c'est ce que le milieu dirigeant attend des révoltés et des révolutionnaires. Que la rage nous étouffe.

Elle ne nous étouffera pas.

Et nous n'avons pas besoin de la haine pour vaincre nos adversaires, mais au contraire d'action raisonnée, de courage militant, de joie insolente dans cette crise qui prend une autre tournure.

La violence, qui ne cesse de circuler dans toute société humaine, est en train de se retourner contre ses principaux auteurs et fera tôt ou tard imploser le milieu dirigeant. Ce processus destructeur est en cours depuis longtemps. Il a provoqué d'immenses ravages dans les grands appareils politiques (quand les idées disparaissent, il ne reste plus que les rivalités mimétiques) qui ont cependant survécu grâce à l'habileté de Jacques Chirac et de Lionel Jospin : l'un et l'autre ont réussi à neutraliser leurs rivaux, l'un et l'autre se sont imposés par la démagogie, le mensonge et le reniement.

Mais le prestige des illusionnistes est sans effet sur la dynamique des forces politiques et sociales. Pour que la fiction de droite existe, il fallait une gauche imaginaire que Lionel Jospin a achevé de détruire en se ralliant à l'ultra-libéralisme. Pour que la droite ultra-libérale reste conforme à son image menaçante, il fallait que la gauche puisse l'accuser de vouloir pactiser avec son extrême. Or le Front national s'est suicidé et la classique stratégie de « défense républicaine » est devenue aussi obsolète que le réflexe anticommuniste qui fit la fortune de la droite.

D'où d'immenses efforts pour réveiller la peur des Rouges (par l'évocation du passé à la manière de Stéphane Courtois) et des Bruns - par la diabolisation d'un agitateur carinthien ou par la dramatisation de sondages attestant (?) que l'extrême-droite « ce n'est pas fini » (1). Mais ces tentatives ont échoué et le milieu dirigeant ne parvient plus à trouver hors de lui-même les boucs émissaires qui assureraient son confort politique et sa réputation morale. Jusqu'ici détournée, la violence est en train de revenir à son point d'origine : des cénacles bien-pensants découvrent tout à coup qu'ils abritent des brebis galeuses ; et dans la lutte électorale des mêmes contre les mêmes, c'est le degré de corruption et le poids de mensonges qui fait la différence. Le milieu politique est paralysé, seuls les juges d'instruction le font bouger, et ce qu'ils dévoilent exposent les dévoyés et les corrompus à la haine.

Cette haine peut tout emporter. La double victoire, sur la vindicte et sur l'élite au pouvoir, appartiendra à ceux qui sauront transformer la colère muette en révolte ouverte, et celle-ci en révolution par la loi.

Bertrand RENOUVIN

(1) Titre de la une du *Monde*, 30 mai. Thème repris par Alain Duhamel dans *Libération* du 2 juin.